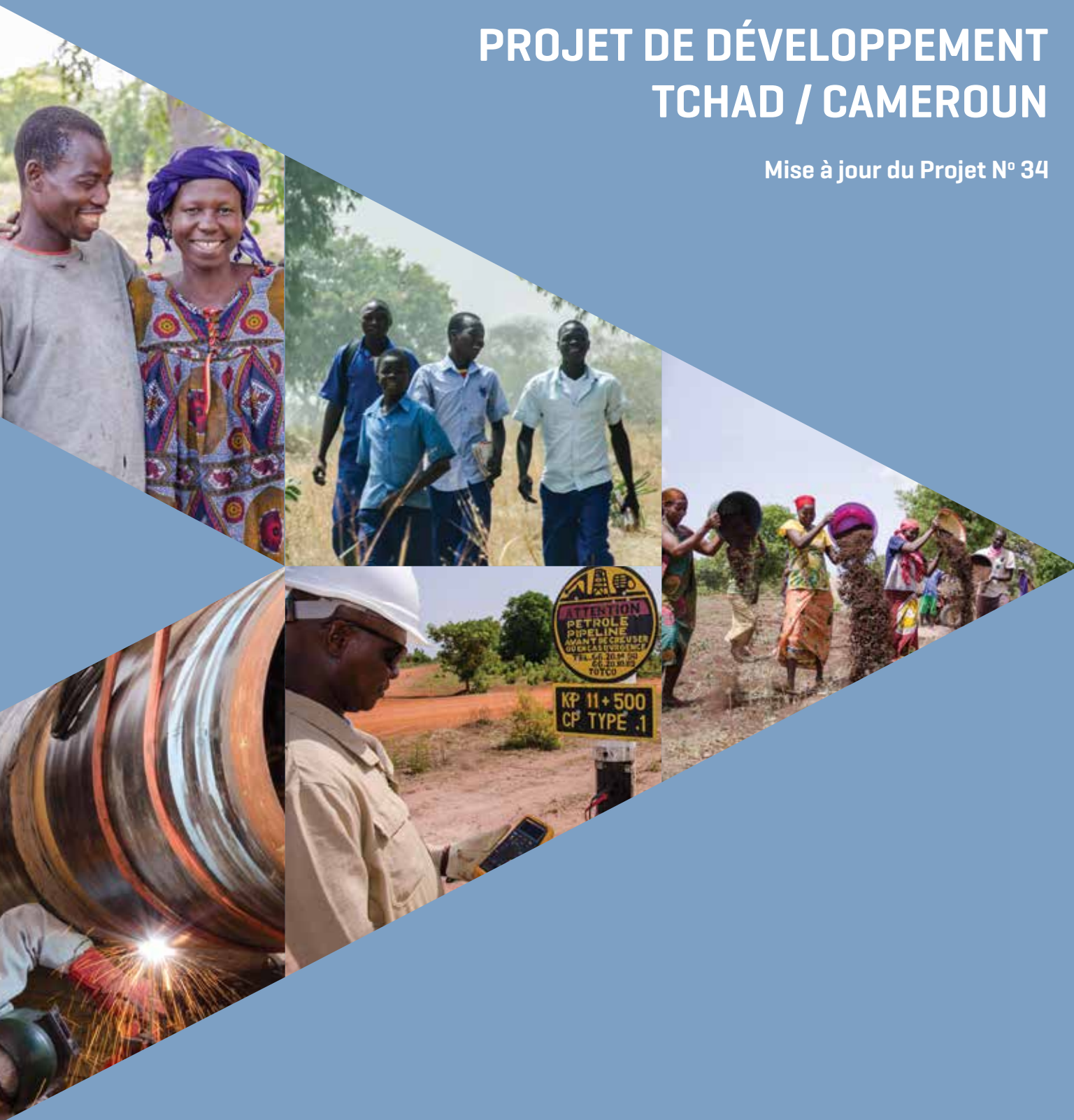


RAPPORT DE FIN D'ANNÉE 2013

PROJET DE DÉVELOPPEMENT TCHAD / CAMEROUN

Mise à jour du Projet N° 34







Lettre des Directeurs généraux	04
Célébration de 10 ans de production et de transport	05
Production et opérations	06
Sécurité et santé	10
Plan de Gestion de l'Environnement	16
Surveillance et gestion environnementale	20
Engagement communautaire	24
Occupation des terres et Compensation	30
Développement économique	36
Données relatives à la performance	42

Un engagement de transparence

Depuis sa création en 2000, le Projet de Développement Tchad/Cameroun a établi un record inégalé de publication en français et en anglais de rapports périodiques d'avancement.

En publiant ces rapports, Esso et ses partenaires du Consortium, Chevron et Petronas, tiennent les parties prenantes du Projet, notamment les citoyens des pays hôtes, les organisations non gouvernementales (ONG) concernées, la Banque mondiale et autres entités, informées du Projet. Ces rapports sont publiés sur le site Internet du Projet (www.essochad.com). Des rapports imprimés sont également distribués au Tchad et au Cameroun.

Les entités suivantes se partagent la responsabilité de la mise en œuvre du Projet pour le compte du Consortium :

- Développement et production des champs pétroliers au Tchad : Esso Exploration and Production Chad Inc. (EEPCI).
- Activités de pipelines au Tchad : Tchad Oil Transportation Company S. A. (TOTCO).
- Activités de pipelines au Cameroun : Cameroon Oil Transportation Company S. A. (COTCO).

La compilation des données du Projet est effectuée depuis octobre 2000. Les conversions monétaires sont basées sur le taux de change en vigueur au moment de la dépense.

En 2013, le Projet de Développement Tchad/Cameroun a célébré une étape importante – le 10ème anniversaire de la production pétrolière tchadienne et des activités pipelinières dans les deux pays. C'est grâce à la vision commune et l'étroite collaboration qui existait entre le Projet et les pays hôtes qui ont donné naissance à l'industrie pétrolière du Tchad et que plus de 500 million de barils de pétrole ont été exportés vers les marchés mondiaux pendant cette période.

Un grand nombre d'autres réalisations remarquables ont été accomplies depuis que la première production de pétrole a coulé dans le pipeline en octobre 2003.

Les tchadiens et les camerounais forment maintenant 90 % de nos effectifs de plus de 7 300 employés, et 80 % de ces travailleurs occupent des postes de management et de supervision ou des emplois qualifiés ou semi-qualifiés. Nous sommes particulièrement fiers que le système de transport de pipeline terrestre du Cameroun soit maintenant entièrement exploité par des ressortissants camerounais. Les milliers d'employés tchadiens et camerounais qui ont acquis des compétences professionnelles grâce à nos programmes de formation et par l'expérience professionnelle font maintenant partie d'une nouvelle génération de gestionnaires, de travailleurs qualifiés et d'entrepreneurs qui contribueront à la croissance économique des deux pays dans les années à venir.

Au cours des 10 dernières années, le Projet a établi de solides relations avec les communautés qui se trouvent à proximité de nos opérations en maintenant son engagement en faveur de pratiques socio-économiques équitables, honnêtes et transparentes. Cet engagement se traduit par la fréquence et la qualité de nos contacts avec les communautés. Depuis le début du Projet, nous avons tenu des milliers de consultations publiques pendant lesquelles nous avons non seulement fourni des informations, mais aussi écouté et répondu aux préoccupations des communautés. En plus des 10 milliards de FCFA qui ont été versés en compensation en espèces et en nature aux particuliers et aux communautés affectés par les activités du Projet, nous avons continuellement œuvré pour améliorer la qualité de vie des communautés avoisinantes par des investissements stratégiques répondant à des besoins essentiels comme la santé et l'éducation.

Le Projet a généré des millions de dollars en revenus pour le Tchad, qui a investi une grande part de ses revenus dans des secteurs prioritaires tels que l'éducation, les soins de santé et les infrastructures. En conséquence, en seulement 10 ans, le gouvernement a réalisé des centaines de projets d'infrastructures essentielles tels que des routes, des ponts, des hôpitaux, des universités, des bibliothèques, des musées et des écoles. En outre, des centaines de millions de dollars ont été générés pour le Cameroun par les droits et tarifs de transport d'hydrocarbures.

Nous sommes honorés que ce Projet soit à la base de l'industrie pétrolière croissante du Tchad — un moteur économique qui stimulera le développement au Tchad et au Cameroun dans les décennies à venir. Avec le nouvel accord en place sur le transport avec le Cameroun, la signature d'accords de développement pétrolier régionaux entre les gouvernements du Tchad, du Cameroun et du Niger, et le brut des nouveaux producteurs du Tchad coulant déjà dans le pipeline, le Système de transport d'exportation du Projet, exploité par TOTCO et COTCO, continuera à être une porte d'entrée vitale vers les marchés mondiaux.

Sincères salutations,

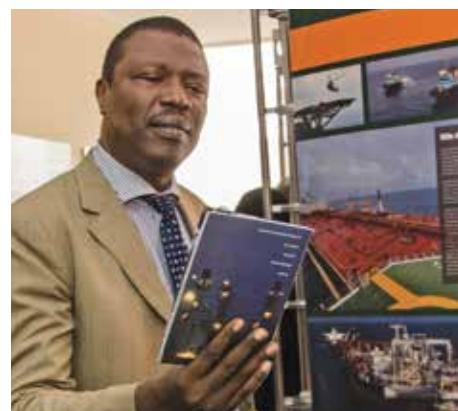


D. S. Miller
Directeur général
Esso Exploration and
Production Chad Inc.



Christian Lenoble
Directeur général
Tchad Oil Transportation Company S. A.
Cameroon Oil Transportation Company S. A.





En 2013, le Projet affichait 10 années fructueuses de production et de transport – une étape importante pour le Consortium et les Républiques du Tchad et du Cameroun.

Pour commémorer cet anniversaire, les sociétés affiliées EEPCI, TOTCO et COTCO ont organisé des expositions historiques à base de photos pour la Chad International Oil, Mining and Energy Conference (CIOME), qui s'est tenue à N'Djamena en octobre. En tant que plus grand producteur de pétrole du Tchad, le Projet a joué un rôle de premier plan lors de la conférence. EEPCI, COTCO et TOTCO largement présentes à titre de sponsors, avaient plusieurs stands d'exposition, ont fait des présentations techniques et ont participé à des tables rondes.

À la suite de la conférence, COTCO a organisé plusieurs manifestations à travers le Cameroun au cours desquelles ces expositions étaient présentées, et EEPCI a officiellement fait cadeau de son exposition au Musée national du Tchad à N'Djamena en décembre.

Des centaines d'employés, de sous-traitants, de partenaires commerciaux, de représentants du gouvernement, des membres et des dirigeants des communautés ont assisté aux diverses manifestations.





Production et opérations



Investir pour soutenir la production

L'année 2013 a été marquée par un investissement important dans le soutien de la production pour extraire du pétrole, la ressource naturelle la plus précieuse du Tchad. Les dépenses relatives au soutien de la production en 2013 s'élevaient à 350 milliards de FCFA [665 millions de \$, incluant 440 millions de \$ en investissements de capitaux et 225 millions de \$ pour les activités courantes directement reliées au maintien de la production]. À ce jour, presque 2 000 milliards de FCFA [4 milliards de \$] ont été investis. Cet investissement soutenu a permis au Projet de livrer près de 500 millions de barils de pétrole sur les marchés mondiaux dans ses 10 premières années de production.



Alimenter les opérations de production

Dans les champs pétroliers de Doba, plusieurs puits ont historiquement produit la plus grande partie du gaz nécessaire pour produire l'électricité servant à exploiter les puits du Projet et à exporter le brut. Avec des centaines de millions de barils de réserves récupérables qui restent à extraire, tout est mis en œuvre pour assurer que le Projet dispose d'un approvisionnement en carburant fiable à long terme pour alimenter ses opérations.

Toutefois, comme les puits de gaz arrivent à maturité, leur pression diminue, ce qui rend l'extraction du gaz plus difficile. Pour compenser ce phénomène naturel à court terme, le Projet a mis en œuvre une initiative de déblocage de gaz de 100 millions \$ en 2013. Ces efforts multiples visaient à réduire la pression des têtes de puits, à séparer les sous-produits liquides, à effectuer la maintenance des puits et à affiner les techniques d'ascension artificielle pour remonter le gaz des profondeurs du sous-sol et lui permettre de couler plus facilement vers la centrale électrique située dans l'installation centrale de traitement.

Une solution à long terme à cette réduction naturelle de la production de gaz est le projet d'alimentation en brut, qui a été

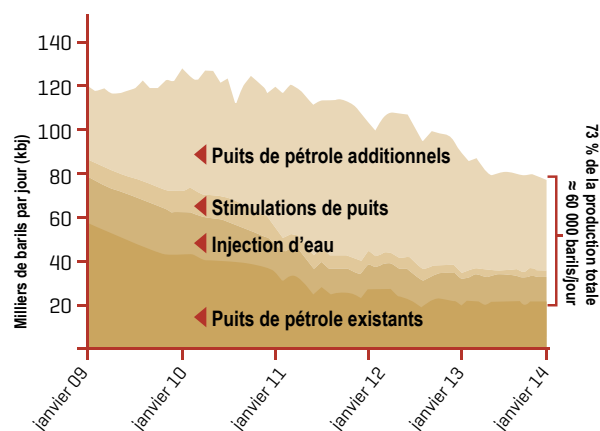
mis en chantier en 2013. Ce projet permettra aux turbines de centrale électrique de fonctionner à l'aide d'une petite quantité de pétrole brut produite chaque jour. Après le gaz naturel, c'est le combustible disponible le plus économique et le plus fiable qui soit. Le projet d'alimentation en brut, dont l'achèvement est prévu pour la fin de 2014, sera introduit au besoin pour compenser la réduction de gaz disponible.



« L'alimentation en brut est importante, car ici au Tchad nous ne pouvons pas acheter notre électricité d'un réseau électrique pour assurer le bon fonctionnement de nos opérations. L'alimentation en brut est une stratégie très importante de diversification du carburant à long terme au cas où nos puits de gaz s'épuiseraient. Sans ces modifications, nous pourrions découvrir que dans l'avenir nous produisons moins de pétrole, ce qui

se traduirait par une diminution des revenus pour le Tchad et pour la compagnie. » — **Dassou Nagassou, Superviseur d'usine, Komé**

TABLEAU DE PRODUCTION



INVESTISSEMENTS DANS LA PRODUCTION

Le Consortium continue à investir massivement dans les puits et les installations en vue d'extraire les réserves de pétrole existantes et de minimiser le déclin de la production.

42

nouveaux puits
ajoutés en 2013

660

puits de
production en
service à la fin de
l'année 2013

58

puits d'injection
d'eau en service
à la fin de l'année
2013

720

procédures de
reconditionnement
et d'amélioration
sur des puits
réalisées en 2013



Le pipeline Tchad/Cameroun : une entrée vers les marchés internationaux

De nouvelles sources de pétrole brut coulent dans le système d'exportation par pipeline, le résultat d'une collaboration entre les propriétaires de pipelines TOTCO et COTCO, les gouvernements du Tchad et du Cameroun et Caracal Energy, une société canadienne, développant actuellement les réserves de pétrole du sud tchadien. Du pétrole brut additionnel est prévu pour bientôt, pendant que la filiale locale de la China's National Petroleum Company (CNPC) développe ses réserves et se raccorde au pipeline.

En tant qu'opérateur du système de pipeline au Tchad, TOTCO s'avère une ressource clef de l'industrie pétrolière nationale florissante. Le pipeline TOTCO-COTCO permettra au Tchad de débloquent plus de ressources pétrolières en fournissant un accès aux marchés internationaux à un nombre croissant des sociétés productrices. Le Cameroun bénéficiera de sources de revenus accrus lorsque le brut additionnel sera produit et transporté.

CHARGEMENTS À PARTIR DU TERMINAL MARITIME

	2013	TOTAL DU PROJET À CE JOUR
MILLIONS DE BARILS	30,3	484
CHARGEMENTS PÉTROLIERS D'EXPORTATION	33	534

TAUX D'INCIDENT RAPPORTABLE

NOMBRE TOTAL D'INCIDENTS
RAPPORTABLES par 200 000
heures travaillées

La référence pour
l'industrie pétrolière
américaine provient
des rapports remis à
l'American Petroleum
Institute par les
sociétés participantes.



Sécurité et santé



Créer une culture de sécurité

2013 a vu le Projet atteindre sa meilleure cote de sécurité, déterminée par la mesure de tous les incidents de sécurité rapportables par 200 000 heures travaillées. Le taux d'incidents rapportables du Projet est depuis des années nettement inférieur au taux moyen de l'ensemble de l'industrie pétrolière américaine ; affichant en fait en 2013 un facteur d'amélioration de 5 par rapport au seuil de référence.

En plus de continuellement affiner ses procédures et ses outils de sécurité, le Projet tient régulièrement des réunions sur la sécurité à tous les niveaux de l'organisation. Des réunions mensuelles, hebdomadaires, quotidiennes et basées sur le Projet contribuent à maintenir une culture du travail où la sécurité est une priorité absolue.

« Le fait que les membres de l'équipe dirigent les réunions est très utile pour impliquer tout le monde. Les messages transmis par les pairs sont mieux reçus, et l'équipe comprend mieux que la sécurité n'est pas un domaine réservé à la direction. » —Doufina Edjebeye, Conseiller en sécurité



▲ Tous les deux ans, le Comité de sécurité de COTCO à Douala organise une journée de la sécurité à l'intention des employés afin d'enseigner les principes de sécurité applicables au lieu de travail et à la maison aux employés de COTCO et à leurs familles au moyen d'une variété de performances, de présentations et de sessions interactives.

◀ Les réunions hebdomadaires sur la sécurité du groupe de construction au Tchad sont tenues en français, en anglais et en filipino – et plus de 100 travailleurs assistent à chaque réunion. Des délégués de sécurité permutants sont désignés par le groupe pour aider à diriger les réunions. À la fin de chaque réunion, on distribue des prix de performance, et le chef de chantier s'adresse au groupe

« Nous essayons d'instaurer une culture où chacun se considère comme un chef dans le domaine de la sécurité. » — Tommy Boutwell, Chef de chantier (à droite) ◀

Actions de sauvetage

Life Saving Actions est un outil de sensibilisation au risque qui est basé sur une analyse de tous les incidents et presque incidents qui se sont produits. On a recensé neuf domaines clés où la plupart des incidents graves se produisent pour s'assurer que les employés prêtent une attention particulière aux activités comportant des risques élevés de blessure.

PROCÉDURES CRITIQUES

AUTORISATION DE TRAVAIL

Faire seulement des travaux qui sont autorisés et respecter les consignes du permis et de la JSA

ISOLEMENT DES SOURCES D'ÉNERGIE

Verrouiller, vérifier et démontrer qu'il y a zéro énergie

RUPTURE DE CONFINEMENT

Gérer les sources d'allumage et l'exposition aux substances dangereuses

DISPOSITIFS CRITIQUES

Ne pas contourner ces dispositifs sans autorisation – mettre en œuvre des contrôles alternatifs

TRAVAIL À CHAUD

Enlever les matières inflammables et procéder à des essais de gaz de façon continue

TRAVAIL EN HAUTEUR

Porter un harnais avec une corde constamment reliée et utiliser des outils et du matériel sûrs

ACCÈS À DES ESPACES CLOS

Établir et maintenir des conditions d'accès sûrs

LEVAGE

Utiliser du matériel de levage certifié et se tenir à l'écart des charges suspendues

PROCÉDURES CRITIQUES

Réviser-les pour bien les comprendre – ne pas en dévier sans autorisation

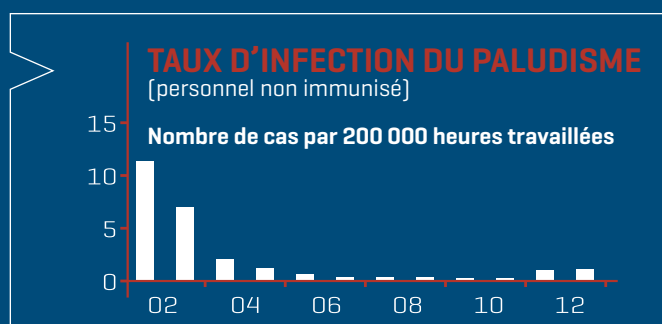
Permis de travail électroniques

Le Projet a récemment adopté un système de permis de travail électronique, dans le cadre de son engagement à continuer à améliorer la sécurité au lieu de travail. Les permis de travail décrivent les dangers associés à une activité particulière et doivent être remplis et approuvés par les superviseurs avant d'entreprendre des travaux de production ou de construction. Au même titre que l'analyse de la sécurité des tâches (JSA) obligatoire qui est effectuée préalablement à une activité professionnelle dans le champ, les permis de travail renforcent les normes élevées de sécurité. Le format électronique du système de permis de travail centralise les documents, les rend plus accessibles et permet aux responsables de la sécurité d'analyser rapidement les données et de combler les lacunes en matière de performances ou de procédures de sécurité.

Santé

Faire des dons de fournitures aux hôpitaux de première ligne dans la zone des champs pétroliers, organiser des campagnes de sensibilisation, d'éducation et de vaccination dans les villages éloignés le long du pipeline, fournir des soins de santé de qualité aux employés et supporter les efforts de santé publique restent des priorités pour le Projet de Développement Tchad/Cameroun.

2013 a vu une augmentation significative de la fréquence des cas de paludisme au Tchad et dans le nord du Cameroun, qui est surtout attribuable à des configurations météorologiques inhabituelles qui ont créé des conditions idéales pour la reproduction des moustiques. Ces insectes transportent la maladie qui frappe des centaines de milliers de Tchadiens et de Camerounais et qui en tue des milliers chaque année. Par conséquent, l'engagement continu du Projet dans la lutte contre cette maladie – tant dans les zones près des opérations du Projet qu'à l'échelle nationale dans les deux pays, est devenue encore plus critique.



Le taux d'infection par le paludisme des employés non immunisés du Projet a fortement diminué au fil des ans par suite de l'initiative de prévention intensive du paludisme dans la zone du Projet. Comme l'indique le graphique, le taux annuel a fortement diminué de 11,44 en 2002, date de la dernière année complète de construction du pipeline. Toutefois, parallèlement à l'augmentation de la fréquence des cas de paludisme dans les zones où le Projet opère, les employés non immunisés du Projet ont enregistré une légère augmentation du taux d'infection en 2013, avec un taux de 1,23 cas par 200 000 heures travaillées.

Les consultations médicales gratuites pour les employés dans les cliniques du Projet représentent un avantage social très apprécié au Tchad et au Cameroun où les soins médicaux peuvent être difficiles à obtenir, surtout dans les régions rurales. La majorité de ces soins concernaient des maladies et ou d'autres conditions médicales n'ayant aucun lien avec le lieu de travail.

CONSULTATIONS MÉDICALES EN 2013

21 040

Depuis des années, la Fondation ExxonMobil, en collaboration avec les gouvernements hôtes et plusieurs ONG internationalement reconnues, procure du financement, de l'expertise et d'autres formes de support à un certain nombre d'initiatives coordonnées d'éducation et de prévention relatives au paludisme au Tchad et au Cameroun.



Intensifier la bataille contre le paludisme au Tchad

Le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) du Tchad travaille à l'élaboration de politiques et à l'éducation du public avec deux ONG, Jhpiego et Malaria No More. En plus de fournir un support financier et de contribuer à faciliter le travail des ONG avec le PNLP, le Service de Médecine et de Santé au travail d'EEPCI fournit une expertise en matière de traitement et de prévention du paludisme dans les réunions techniques tenues par le gouvernement.



« Grâce à la collaboration entre Jhpiego, Malaria No More et EEPCI, nous avons fait beaucoup de progrès dans la lutte contre le palu-

disme. Ce niveau d'intégration et de collaboration entre les secteurs publics et privés est unique en ce qui nous concerne. Il faudrait que le modèle que nous avons établi soit suivi et étendu ailleurs au Tchad pour mieux lutter contre la maladie. »

— Dr Kérah Hinzounbé Clément,
Directeur, PNLP

Utiliser des messages SMS pour une campagne de sensibilisation au paludisme

Grâce à un partenariat établi en avril dernier entre EEPCI, Malaria No More et l'opérateur sans-fil Tigo, des textos (SMS) sont envoyés à deux millions d'utilisateurs de téléphones mobiles au Tchad chaque semaine. En outre, certains des panneaux d'affichage de Tigo sont conçus de façon à afficher des messages antipaludiques, dont un message du Président du pays, son Excellence Idriss Déby Itno. Avec le support d'EEPCI, Malaria No More recrute aussi des musiciens tchadiens renommés (par ex., Prince Dee, dans la photo à droite) pour transmettre le message dans le cadre de la campagne nationale « Stop Palu » menée à la télévision et à la radio.

Journée mondiale du paludisme

En avril 2013, le Projet a marqué la Journée mondiale du paludisme en participant à plusieurs activités. Au Tchad, la société a participé à un débat radiophonique diffusé nationalement sur la lutte contre le paludisme et a assisté à des événements à N'Djamena, Komé et Bongor. Un forum a aussi été organisé pour les employés d'EEPCI et de TOTCO, et des moustiquaires ont été données à plusieurs dispensaires de la zone de développement des champs pétroliers. (Page ci-contre).

Au Cameroun, les employés de COTCO à chaque site du Projet ont reçu des trousse de dépistage et ont suivi un cours de recyclage sur le paludisme. COTCO a également pris part à plusieurs activités à Yaoundé et à Douala, notamment une visite effectuée avec d'autres sociétés du secteur privé et un concert organisé par l'ONG partenaire Malaria No More, où la nouvelle chanson antipaludique, « K.O. Palu » a été officiellement dévoilée.



« Protégez-vous et protégez votre famille contre le paludisme. N'oubliez pas de dormir cette nuit sous votre moustiquaire traitée. »



Le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE) adopté par EEPCI, COTCO et TOTCO exige que les nouveaux opérateurs souhaitant se connecter au pipeline Tchad/Cameroun élaborent un PGE qui adhère aux principes fondamentaux (ex. : la consultation, la compensation et la protection environnementale) du PGE du Projet.



Raccordement au pipeline d'exportation
de l'expéditeur, Caracal Energy

Plan de Gestion de l'Environnement



Protections environnementales et socio-économiques rigoureuses

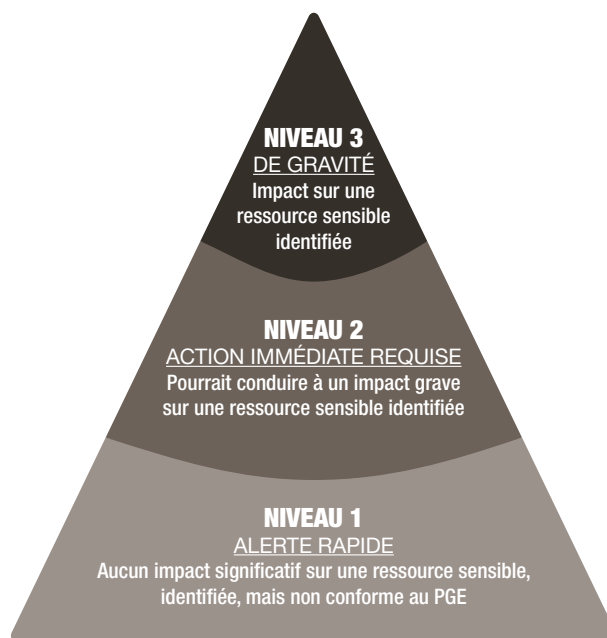
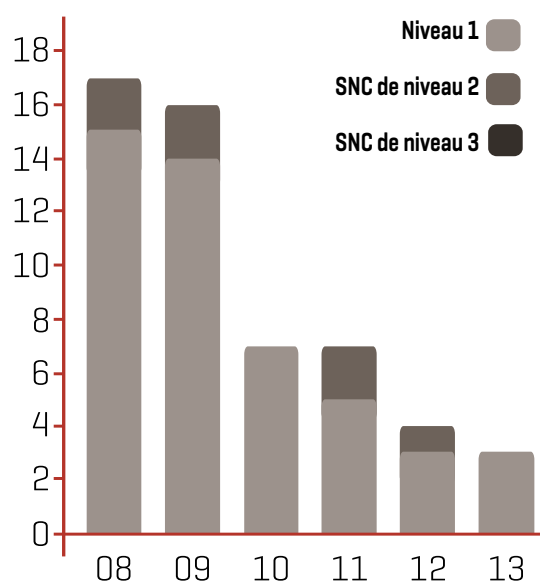
Les activités du Projet sont régies par l'un des Plans de Gestion de l'Environnement (PGE) les plus rigoureux de l'histoire de l'Afrique subsaharienne. Le PGE a été élaboré en consultation avec des experts environnementaux et culturels, des économistes, les gouvernements du Tchad et du Cameroun, des ONG, la Banque mondiale et les communautés locales. Il contient des indications précises et détaillées sur un large éventail de protections environnementales et socio-économiques et de mesures d'atténuation que le Projet doit mettre en œuvre dans les zones d'exploitation. Par exemple:

- Offrir une compensation équitable et transparente aux utilisateurs des terres et aux communautés pour les terres occupées par le Projet
- Faire de préférence des achats de biens et de services auprès des entreprises locales et nationales si possible
- Fournir des opportunités d'emploi aux résidents locaux et aux citoyens des pays hôtes, en donnant la préférence aux communautés directement affectées par le Projet
- Offrir des possibilités de formation en cours d'emploi aux employés qualifiés
- Établir des procédures de sécurité qui répondent ou dépassent les normes de sécurité américaines et internationales
- Élaborer et mettre en œuvre des plans d'intervention d'urgence appropriés
- Identifier et préserver les artefacts et les biens culturels, quand c'est approprié
- Protéger la biodiversité en restreignant l'accès aux zones sensibles le long de l'emprise du pipeline
- Fournir des soins médicaux aux employés et éduquer les communautés sur les questions de santé
- Organiser régulièrement des sessions de consultation avec les parties prenantes
- Utiliser un processus de médiation bien défini pour résoudre les différends en cours avec les parties prenantes
- Procéder régulièrement à des suivis et à des vérifications pour garantir la conformité au PGE
- Collaborer avec les agences indépendantes internationales de contrôle et de surveillance

Situations de non-conformité au PGE

Le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE) comprend des normes pour rapporter les situations de non-conformité (SNC). Le système de classement à trois niveaux est conçu comme un système d'alerte rapide pour détecter les problèmes et faciliter la rectification des comportements et pratiques non conformes bien avant qu'ils ne deviennent assez graves pour causer des dommages. Le Projet n'a enregistré aucune SNC de niveau II ou III en 2013.

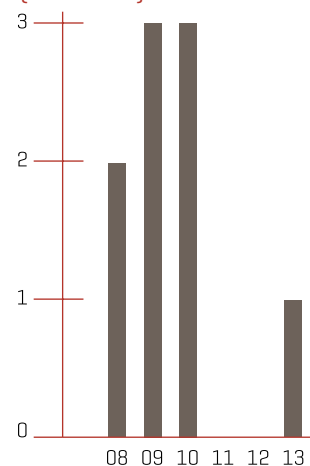
SITUATIONS DE NON-CONFORMITÉ



Déversements à reporter

Le PGE exige que soient signalés tous les déversements égaux ou supérieurs à un baril de pétrole, à 10 barils d'eau produite ou à 100 kilogrammes de produits chimiques. Le 15 mars, environ 2,5 barils de gazole ont été déversés près du village de Deng Deng au Cameroun par un camion-citerne à carburant opéré par un sous-traitant. Le camion-citerne transportait du carburant de Belabo au chantier du projet de modification du pipeline de Lom Pangar. La fuite a été causée par la rupture d'un joint soudé du camion-citerne. Le gazole déversé est entré en contact avec 0,5 mètre cube de sol que l'on a immédiatement ramassé et transporté dans un site de gestion de déchets en vue d'une élimination adéquate. Une enquête approfondie a eu lieu, et plusieurs mesures ont été prises pour corriger les facteurs contributeurs qui ont occasionné l'incident.

DÉVERSEMENTS [nombre de]



Résolutions satisfaisantes par médiation

Le PGE décrit une procédure de médiation destinée à régler les différends en suspens avec les villageois locaux et les autres parties prenantes. En vertu de cet arrangement, le Bureau du conseiller-médiateur pour l'application des directives [CAO] de la Banque mondiale peut engager une procédure de médiation en recevant notification d'un différend non réglé. Cette procédure vise à régler les différends d'une manière mutuellement acceptable et flexible et améliorer de ce fait les effets environnementaux et sociaux sur le terrain. Deux conflits du genre ont abouti à une résolution satisfaisante en 2013:

Affaire n° 1

Près du village de Djertou dans le nord du Cameroun, COTCO a rendu après plusieurs années d'utilisation, la terre qu'elle avait empruntée. La communauté et les personnes affectées ont été dédommagées conformément aux directives du PGE. Toutefois, la communauté a contesté l'adéquation de la compensation versée. Par l'intermédiaire d'une représentation d'une ONG locale, la procédure de médiation a été engagée. Après une série de réunions et de négociations, COTCO, le CAO, les ONG locales et les représentants du Comité de pilotage et de suivi des pipelines [CPSP] du Gouvernement camerounais, ont réglé la question de façon satisfaisante, COTCO acceptant de fournir des agroéquipements au village à titre de compensation supplémentaire.



« Le problème de la zone d'emprunt de terre meuble a été résolu et nous sommes très satisfaits de ce règlement. Cela a aidé l'ensemble du village d'avoir ces matériaux pour construire une exploitation agricole fructueuse. Les négociations se sont déroulées de façon respectueuse, et nous continuerons bien sûr à travailler avec COTCO à l'avenir. »
— **Nana Ibrahim, qui représentait Djertou au cours des négociations**



« C'était une bonne procédure du début à la fin, et nous sommes contents que cet accord ait été signé. En cas de différend avec une autre société, nous essaierons d'utiliser la même procédure. »
— **Aboubakar Yaya, Chef, Village de Djertou**



« Nous jouons un rôle de facilitateur et faisons en sorte que chacun atteigne ses objectifs tant du côté entreprise que du côté communauté. En assumant ce rôle, nous pouvons aider les communautés. La procédure du CAO s'est très bien déroulée et a donné des résultats satisfaisants. »
— **Saidou Sidiki, inspecteur CPSP**

Affaire n° 2

En travaillant comme conducteur pour un sous-traitant de COTCO au Cameroun, Bang Bang Elie a subi une blessure à l'œil ce qui a entraîné des troubles de la vision et des maux de tête. Le sous-traitant initial a cessé ses activités au pays suite à la fin des travaux de construction, mais les problèmes de santé de M. Elie ont persisté. Après qu'il ait contacté COTCO pour demander de l'aide, la procédure de médiation a été engagée. COTCO a payé ses soins médicaux et s'est engagé à supporter M. Elie en défrichant une terre agricole et en lui fournissant 300 jeunes palmiers producteurs une fois la terre défrichée.



« Au début de cette démarche, je n'avais aucune idée que COTCO pourrait m'aider autant. Depuis que la société a commencé à m'envoyer à l'hôpital pour me faire soigner et à payer les médicaments nécessaires à l'amélioration de mon état ainsi que de nouvelles lunettes, je vais mieux. De plus, quand les arbres que COTCO me fournit vont être murs et commencer à produire, je serai capable de gagner assez d'argent pour prendre soin de ma famille et économiser de l'argent pour l'avenir. » — **Bang Bang Elie, Bidjouka**



Les agriculteurs de Djertou ont défriché la nouvelle terre en prévision de la période de végétation. Ils utiliseront les charrues, les bovins, les engrais, les brouettes, les semences et autres matériaux agricoles supplémentaires fournis par COTCO pour cultiver ce nouveau secteur.



Surveillance et gestion environnementale



Maintenir l'intégrité du pipeline

Le Projet déploie des efforts considérables pour assurer l'intégrité des milliers de kilomètres de canalisations souterraines et protéger l'environnement et les communautés environnantes. À cette fin, un certain nombre d'activités de surveillance, de maintenance, de réparation, d'éducation des parties prenantes et de préparation aux situations d'urgence sont effectuées périodiquement dans le cadre d'un programme intégré unique. Le programme unifié consolide et coordonne ces efforts qui sont déployés par plusieurs services du Projet.

De plus, avec les nouveaux accords de financement et les changements structurels qui ont été instaurés, COTCO a fait des progrès considérables en 2013 pour assurer la viabilité à long terme de la Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun, également appelée FEDEC, un de ses efforts caractéristiques d'atténuation environnementale et socio-économique au Cameroun.

Gérer les interactions des tiers

Les nouveaux projets de construction des secteurs public et privé, tels que des routes, des voies publiques et des aménagements agricoles partout au Cameroun a accru le nombre d'interactions entre le pipeline et les activités des tiers, y compris le développement des infrastructures, à 83 en 2013. Dans le cadre des efforts déployés par COTCO pour gérer les exigences réglementaires et d'ingénieries associées à ces interactions, plus de 1 200 marqueurs ont été posés en surface en 2013 le long de l'emprise pour préserver l'intégrité du pipeline et de l'emprise.



▲ Pour assurer une protection contre l'érosion, on peut procéder à une surveillance à intervalles rapprochés du système de protection cathodique en liaison avec les inspections internes - le tout pendant que le pétrole continue à circuler.

Contrôle de la corrosion

L'une des plus grandes menaces sur les pipelines souterrains est la corrosion, un phénomène naturel qui survient quand on place des métaux dans le sol. Pour assurer une protection contre cette menace le long du pipeline qui s'étend sur 1 070 kilomètres du sud tchadien à la côte du Cameroun, des inspections internes sont périodiquement effectuées à l'aide des « racleurs intelligents », des outils de diagnostic électronique qui circulent à l'intérieur du pipeline pour détecter toute possibilité de corrosion. Les réparations préventives peuvent comprendre un nettoyage, un nouveau revêtement, un sablage ou le renforcement de la zone affectée par un ajout de métal. Jusqu'à présent, toutes les réparations sur site ont été uniquement effectuées à titre de précaution.

Un système de protection cathodique procure une défense supplémentaire contre la corrosion. Le système fonctionne en envoyant de faibles courants électriques dans les morceaux de métal stratégiquement posés à proximité du pipeline, qui est aussi revêtu de couches de matériaux de protection anticorrosion.

« La norme Esso oblige tous les employés, les sociétés affiliées et les sous-traitants à assurer la protection des gens et de l'environnement suivant la norme la plus rigoureuse possible. Pour moi, cela veut dire travailler chaque jour en toute sécurité pour maintenir l'intégrité du pipeline. » – **Nadji Baniang, Technicien corrosion**

Remédiation de l'érosion au Grand W

Plusieurs centaines de kilomètres au sud des champs pétroliers de Doba, le pipeline franchit un terrain difficile sur les hauts plateaux du nord camerounais. Caractérisé par des conditions généralement arides et la pauvreté de son sol, ce secteur - surnommé « le Grand W » à cause de son profil montagneux où vallons et hauteurs alternent - peut subir des pluies diluviennes pendant les saisons de pluie intense, nécessitant des mesures de contrôle d'érosion extensives. Dans ce contexte, des centaines de résidents des villages voisins ont été recrutés cette année pour construire des gabions à partir de sacs de sable, de câbles et de grandes pierres qu'ils ont préalablement ramassées dans une zone voisine. Les gabions sont conçus pour laisser passer de grandes quantités d'eau dans l'emprise tout en gardant le sol intact.



Surveillance des eaux souterraines

Pendant la phase de construction, des douzaines de puits d'eau appelés piézomètres ont été stratégiquement installés à proximité des installations du Projet pour surveiller les variations du niveau et de la composition des eaux souterraines. Conformément aux directives du PGE, l'équipe environnementale vérifie régulièrement la profondeur des eaux souterraines et analyse les échantillons d'eau.

Accueillir des sessions de formation environnementale et réglementaire

Au mois de mai 2013, COTCO a accueilli une formation de plusieurs jours à Douala sur la conformité environnementale et réglementaire. La formation régionale, qui a été suivie par des employés d'ExxonMobil du Tchad, de Guinée équatoriale, du Nigeria et du Cameroun, était dispensée par ExxonMobil Development Corporation et couvrait divers aspects environnementaux, réglementaires et socio-économiques relatifs aux activités professionnelles des participants.

FEDEC : Une stratégie pour une viabilité à long terme

La Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun, également appelée FEDEC, soutient depuis 13 ans la protection de la biodiversité dans les parcs nationaux de Campo-Ma'an et de Mbam et Djerem au Cameroun, ainsi que le Programme pour les peuples indigènes conçu au profit des peuples Bakola/Bagyeli.

La fondation a été créée en 2000 à l'aide d'un financement de lancement de 3,5 millions \$ de COTCO. Une somme additionnelle de 1,5 million \$ a été engagée en 2009, portant le total du soutien financier du Projet à 5 millions de \$. En collaboration avec la Société financière internationale de la Banque mondiale, le Projet a récemment contribué au financement de deux études axées sur la viabilité à long terme de FEDEC. Sur la base des résultats, un nouvel accord de financement entre FEDEC et COTCO a été signé en mars 2013. Des changements structurels ont été apportés à la fondation et à ses statuts pour autoriser des domaines de programmes additionnels et pour développer une base de financement plus large.

Le Programme pour les peuples indigènes est administré par RAPID, une ONG ayant pour vocation d'améliorer la vie des peuples Bakola/Bagyeli vivant dans la région forestière comprise entre Kribi et Lolodorf. Le programme, qui vise à relever certains défis culturels, sanitaires et économiques auxquels fait face cette population, comprend un soutien continu du Foyer Ngoyang, un pensionnat pour les enfants Bakola/Bagyeli et Bantou.

COTCO a effectué plusieurs missions sur le terrain en novembre et décembre 2013 pour évaluer la performance des programmes offerts par ses partenaires ONG, comme entre autres :

- les mesures de protection de la biodiversité de la Société pour la Conservation de la Faune [WCS] dans le Parc national de Mbam et Djerem.
- Les efforts de conservation du Fonds Mondial pour la Nature [WWF] dans le Parc national de Campo-Ma'an.





Engagement communautaire



Entretenir des liens solides avec les communautés locales

Depuis que le Projet de Développement Tchad/Cameroun a commencé, il a maintenu des liens solides avec les communautés des zones opérationnelles dans les deux pays. Des centaines de sessions de consultation chaque année tiennent les parties prenantes des communautés informées des questions d'actualité et assurent un contact régulier, une communication ouverte et bilatérale et une relation constructive entre le Projet et ses voisins.

Le Projet travaille aussi avec les communautés pour déterminer par quels moyens il peut contribuer à améliorer la qualité de la vie dans les régions voisines. Investir dans les écoles, les puits d'eau, les installations de soins de santé, l'outillage et l'approvisionnement agricole, les bâtiments communautaires, les compétitions scolaires et les aménagements routiers sont des exemples d'activités récentes d'améliorations communautaires.

Consultation et Communication

Une réunion de consultation routinière a été tenue dans les villages de Daboloï et de Tamboura à la mi-2013, dans le cadre de l'engagement de COTCO de visiter chaque village le long du pipeline au Cameroun au moins trois fois par an. Au cours de la réunion, les participants ont discuté de ce qu'il fallait faire s'ils remarquaient que quelque chose n'était pas à sa place le long de l'emprise. Les réunions sont aussi une occasion pour les résidents locaux de recevoir des informations sur les activités du Projet et de soulever des questions, des sujets de préoccupation ou des demandes qu'ils pourraient avoir.

Le personnel du Projet a également rendu visite aux villageois de Ndoumba-Kanga en juin, près de la station de pompage n° 3 à Belabo, Cameroun. Le village a obtenu une mise à jour générale sur les opérations et le personnel a entendu ce que la communauté en pensait. Cette campagne d'information publique est un élément clé du maintien de l'intégrité de l'emprise en créant des relations solides avec les communautés voisines qui sont souvent les yeux et les oreilles du Projet le long du pipeline.



REUNIONS DE CONSULTATION EN 2013

TCHAD

SESSIONS	267
PRÉSENCES	13 970

CAMEROUN

SESSIONS	908
PRÉSENCES	9 517



COTCO nous rend régulièrement visite. »
—Abba Mbélé, Chef, Daboloï

« J'ai demandé aux gens de venir ici aujourd'hui pour parler au personnel de COTCO. Ça a été une réunion utile et ils se sont tous rassemblés pour écouter. Nous avons tout compris, car à la différence des autres compagnies,



communauté – depuis la fourniture du centre de réunion communautaire jusqu'à l'amélioration de la route qui conduit à notre village. Et la société a créé des emplois, qui ont apporté beaucoup de revenus ici. »
—François Mekadi, Chef, NDoumba – Kanga

« Nous connaissons COTCO depuis 1998, et je suis sûr qu'ils sont venus nous voir près de 100 fois. Il est utile d'avoir des réunions comme celles-ci, car tout le monde peut ainsi être au courant s'il y a des changements. COTCO a fait beaucoup de choses pour cette

Le compost donné contribue à soutenir le programme de formation agricole

Le programme de compostage des déchets — convertit les déchets organiques en tonnes de compost qui permet d'optimiser la productivité agricole durant les activités de remise en état des terres. En 2013, le Projet a fourni du compost au centre d'apprentissage communautaire près du village de Bendone au Tchad. Ce compost a servi à optimiser la productivité de plusieurs hectares de terre agricole. Chaque année ce Centre, géré par l'ONG, CEDIFOP, fournit un enseignement à près de 30 familles des communautés environnantes en théorie et pratiques agricoles, d'alphabétisation et d'autres compétences utiles.



« Nous sommes ici pour suivre une formation et développer nos compétences que nous ramènerons avec nous dans notre village. Nous remercions EEPCI pour son appui qui nous aide à améliorer notre production. »

— Henri Mbainadom et son épouse Isabelle Medjimbe, agriculteurs du village de Bitanda



Les étudiants préparent les terres avec du compost pour planter du maïs juste avant le début de la saison des pluies. Les étudiants sont formés sur les techniques agricoles pendant la saison sèche et mettent leurs acquis en pratique pendant la saison des pluies.

Installations du Projet converties en une clinique locale

En 2013, une clinique médicale à Moundouli a commencé à opérer dans des bâtiments modulaires récemment donnés par le Projet. La clinique fournit des services médicaux à 11 villages situés dans un rayon de 30 kilomètres. Les villageois font des cotisations pour payer les fournitures et fournir traitement salarial modeste au directeur de la clinique. En complément, les patients sont tenus de verser les frais de consultation. Le premier mois a enregistré près de 200 patients.



« Faute de dispensaire, mon domicile familiale servait de dispensaire de Nya Moundouli. Ce qui n'était pas pratique, car comme beaucoup de nos habitations, ma maison n'a qu'une pièce où vit ma famille et dans laquelle je traite mes patients. Ce bâtiment modulaire nous permet d'hospitaliser les patients de jours comme de nuit ou de les mettre en quarantaine pour le traitement des infections. Avoir accès à cette ressource constitue une amélioration importante. Les patients sentent qu'ils reçoivent des soins de santé de qualité. » — Belemgoto Ndoumdo Jairus, Directeur de Santé, Dispensaire de Moundouli

Donation de fournitures médicales à Bébédjia

En Juin 2013, le Projet a fourni des centaines de seringues et d'autres fournitures médicales à l'Hôpital St. Joseph de Bébédjia, situé dans la zone d'exploitation pétrolière du Tchad. La cérémonie donation s'est déroulée en présence de plusieurs représentants locaux de Bébédjia et du personnel de l'Hôpital. Cet Hôpital fourni aussi des soins médicaux aux employés locaux du Projet.

Plusieurs facteurs ont motivé le choix de cet Hôpital: le besoin, la proximité à zone d'exploitation pétrolière et une solide relation préexistante. L'Hôpital de Bébédjia comprend 170 lits, un médecin et un budget modeste, qui permet de recevoir des patients qui viennent d'aussi loin que la République Centrafricaine. Un renforcement en fournitures hospitaliers serait d'un grand secours pour cet hôpital.



« Il est rare que des sociétés nous fassent des dons ici. Heureusement, qu'Esso nous a aidé avec ces donations. »
— Dr Elizabeth Reule,
Hôpital St. Joseph
de Bébédjia

Donations d'ordinateurs aux écoles de N'Djamena

En juin 2013, le Projet a fait don de 300 ordinateurs au Ministère de l'Éducation du Tchad lors d'une cérémonie à l'École du Centre de N'Djamena. Équipés du système d'exploitation libre et convivial, Linux, ils serviront à équiper de nouveaux laboratoires informatiques de quinze [15] lycées et collèges de la Capitale.

La cérémonie s'est déroulée en présence du Ministre de l'Éducation Nationale, des directeurs des Lycées et Collèges sélectionnés, du Maire et du Gouverneur de N'Djamena. Les Lycées et Collèges sélectionnés l'ont été par le Ministère de l'Éducation Nationale, en fonction d'une enquête menée pour déterminer les capacités d'accueils et la pertinence du besoin de laboratoire informatiques. Ce programme d'études a été établi par le Ministère de l'Éducation Nationale dans le cadre du programme académique du pays.

« Il n'y a que quelques écoles qui ont des laboratoires informatiques à N'Djamena. Cette donation peut aider davantage d'étudiants à être initiés à la technologie et aux notions de base en informatique. Même si ces ordinateurs ne sont plus assez performants pour supporter certains des programmes du Projet, ils sont pleinement fonctionnels et profiteront à un grand nombre d'étudiants. » — Bob Pugh, Directeur IT, EEPIC



« De nos jours, une formation en informatique est très importante. Faute d'outils pratiques, les élèves de la plupart des écoles du Tchad, reçoivent une formation théorique, qui n'est pas complétée par la pratique par manque d'ordinateurs disponibles. Ce type de collaboration est excellent, car le Consortium, qui gère ce projet est une entité importante ici, qui s'intéresse à l'éducation des plus jeunes de ce pays. » — Tchobsala Lessam, Lycée du Sacré Cœur

Remise de prix pour le District Scolaire de Ngoumou

Pour la troisième année consécutive, COTCO a organisé un concours scolaire, et remis des prix aux élèves ayant réalisés de bons résultats académiques et issus de trois écoles à proximité du pipeline près de Yaoundé au Cameroun. Les trois premiers élèves de chaque classe ont reçu une assistance financière pour couvrir les frais de scolarité de l'année suivante et des bons d'achats échangeables contre des livres et d'autres matériels d'enseignement. Dans cette compétition, plus de 180 élèves ont reçu des prix.

COTCO organise des concours scolaires de ce type depuis 2007, en changeant de zone prioritaire chaque année afin de couvrir tout le tracé du pipeline au Cameroun. À ce jour, plus de 50 millions de FCFA ont été investis dans ces concours.



« Les livres et les autres matériels scolaires sont disponibles en nombre insuffisant pour nos élèves. La distribution de prix est donc une excellente opportunité pour les étudiants et les parents. Les élèves sont très contents de recevoir les prix et sont très motivés par le concours. » — **Essomba Enyegue, Délégué régional pour Mefou et Akono, Ministère de l'Éducation - Écoles secondaires**

Akono, Ministère de l'Éducation - Écoles secondaires

Le Lycée-Collège Évangélique remporte la 4^{ème} édition de la Compétition Scolaire Prix d'Excellence Scientifique à N'Djamena

Depuis quatre dernières années, EEPCI organise une compétition scolaire annuelle entre les lycées et collèges de N'Djamena en vue d'encourager les élèves dans les domaines des mathématiques, et de la physique-Chimie.

Chacune des 20 écoles sélectionnées par la Direction de l'Enseignement Secondaire Générale organise une compétition interne pour identifier le meilleur élève qui concourra contre les autres pour la première place et le trophée. En plus de bénéficier de la reconnaissance de leurs écoles et de leurs pairs, les élèves lauréats reçoivent un ordinateur portable, des frais de scolarité payés et des kits de manuels scolaires, des sacs d'écoles en fonction de leur classement.



« Ce concours est un outil de motivation pour un très grand nombre d'élèves, et les prix qui sont offerts aux lauréats leurs sont également très utiles. Nos élèves aiment avoir l'occasion de se mesurer à leurs pairs. » — **Saleh Samuel, Directeur, Lycée-Collège Évangélique, N'Djamena**



Évaluation des dons et des demandes d'assistance

Un comité composé des représentants des départements d'EEPCI reçoit et évalue les demandes de sponsor et de soutien. Le comité détermine si les demandes répondent aux principaux domaines d'intervention du Projet- l'environnement, la santé et l'éducation. Lorsque la demande est prise en compte, une procédure de vérification préalable est effectuée de sorte que toute assistance d'EEPCI adressée à une organisation légitime soit utilisée aussi efficacement et opportunément que possible.



Occupation des terres et Compensation



Réduire la superficie totale de l'occupation des terres

Atténuer l'impact du Projet et retourner les terres inutilisées à l'agriculture demeure une des priorités du Projet en 2013. Le programme continu de forage pour développer pleinement les ressources pétrolières du Tchad a nécessité l'acquisition de terres additionnelles. En respect avec sa politique, le Projet a remis en état les terres pour l'agriculture. Utilisant plusieurs techniques de remise en état des terres, le Projet a réduit sa superficie totale d'occupation des terres dans la zone des champs pétroliers de plus de 200 hectares à son niveau le plus bas, depuis bien avant que le Plan d'action de l'atténuation de l'occupation des terres (LUMAP) n'ait commencé en 2007.

Le plan vise à s'assurer que les agriculteurs de la région puissent soutenir leur niveau de vie à long terme tout en permettant de répondre aux besoins fonciers associés au plein développement des ressources de pétrole brut du bassin de Doba au Tchad.

« Quand les arbres seront mûrs, nous vendrons les fruits au marché à la fin de la saison sèche pour acheter d'autres nécessités. De cette manière ceux-ci seront encore plus utiles que mes autres arbres. »

— Raymond Nadjingar, Agriculteur, Mbanga II

Remplacer chaque manguiier par deux autres manguiiers

En plus du programme de compensation financière des agriculteurs pour l'occupation de leurs terres, le Projet maintient une politique dans la Zone de développement des champs pétroliers qui consiste à remplacer chaque manguiier endommagé ou enlevé par au moins deux nouveaux manguiiers. Les nouveaux arbres qui sont plantés ont été sélectionnés spécialement avec une variété développée aux États-Unis pour qu'ils mûrissent plus tard dans la saison, quand la nourriture est rare. Il est avantageux pour les agriculteurs tchadiens de prolonger la saison des récoltes, car ça leur donne de précieuses mangues à vendre quand les marchés ne sont pas saturés. Des cours de formation sont offerts aux agriculteurs pour leur montrer comment prendre soin des arbres.



Les audits de compensation remplissent un double objectif

Dix pour cent des personnes recevant une compensation financière sont sélectionnés pour participer à des audits réalisés par des représentants de l'équipe socio-économique. Les audits garantissent qu'un montant correct a été payé pour les arbres, les récoltes et la terre touchées, et ils donnent l'occasion au Projet d'apprendre aux bénéficiaires à gérer leur argent.



« Une femme que nous avons récemment auditée a tenu à me remercier, car après qu'elle ait signé un accord de compensation, les gens faisaient la queue chez elle pour lui emprunter de l'argent. Je lui ai donc demandé quels étaient ses objectifs pour l'argent et je l'ai informé que si elle prêtait son argent à tous les gens qui le lui demandaient, elle n'accomplirait certainement pas ses objectifs. »

— Ousmane Abakar, Superviseur PGE



« Ce que j'ai retiré de cette réunion, c'était des conseils sur la façon de gérer mon argent. Je vais acheter du bétail et avec les profits que je vais réaliser, je vais investir dans mon éducation. On m'a aussi posé des questions visant à valider les informations dans mon dossier pour être sûr qu'elles étaient exactes. Cela m'aide à mieux comprendre le processus de compensation. »

— Mbaimangon Sakado, village de Pouteguem

Programmes PGE de compensation pour l'occupation des terres

Les propriétaires de terres utilisées ainsi que les villages impactés par le projet sont dédommagés conformément au Plan de Gestion de l'Environnement (PGE).

Depuis 2000, période de construction du projet, le Projet a compensé plus de 15 000 propriétaires de terrains individuels de plus de 7 454 hectares de terre dans 480 villages impactés par le projet et le tracé du pipeline qui part des champs pétroliers de Komé, au Sud du Tchad, jusqu'au terminus du pipeline d'exportation à Kribi, Cameroun.

Le Projet a occupé à un moment ou à un autre une superficie totale d'environ 4,4 % sur les 100 000 hectares de terres de la zone de développement des champs pétroliers. Quand toutes les terres occupées par des constructions temporaires seront rendues, le pourcentage sera juste 1,6 pour cent des 100 000 hectares.

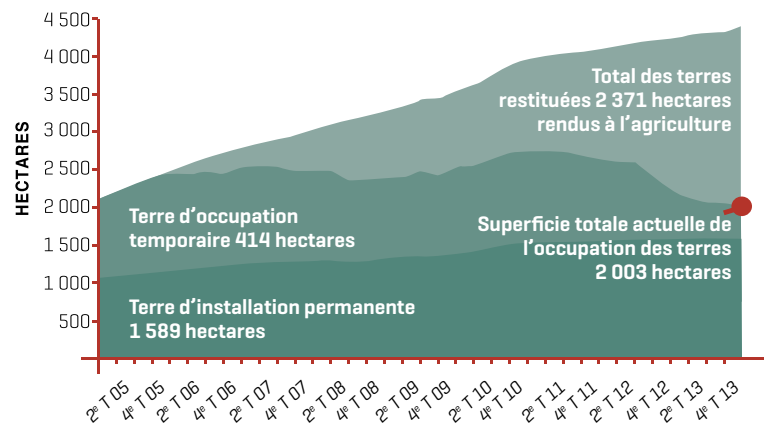
Un ensemble de principes de base établies par le PGE a régi l'effort de compensation, dont en particulier :

- Une procédure transparente de compensation pour que tous les résidents du village puissent voir qu'aucun résident n'est favorisé par rapport aux autres.
- Une sensibilisation aux pratiques culturelles et aux exigences de la législation locale. La plupart

des terres sont contrôlées par le village et attribuées par le chef local. Au Tchad et au Cameroun, presque toutes les terres sont juridiquement la propriété de l'État. Au lieu d'être propriétaires comme c'est couramment le cas en Europe et en Amérique du Nord, les fermiers n'ont le droit d'utiliser les terres que pour la culture. Le Projet n'achète donc pas la terre mais verse des compensations au fermier pour son travail et ses récoltes, en vertu des dispositions de PGE.

- L'archivage de toutes les transactions de compensation: Chaque paiement est enregistré et va dans un dossier avec une photo de la transaction et l'empreinte digitale du bénéficiaire.
- Éviter ou minimiser la réinstallation des ménages grâce à une reconfiguration des besoins fonciers du Projet et à l'offre de deux alternatives à la réinstallation: une formation aux techniques de culture améliorée et une formation aux métiers non agricoles.

SUPERFICIE TOTALE DE L'OCCUPATION DES TERRES DANS LA ZONE DE DÉVELOPPEMENT DES CHAMPS PÉTROLIERS



Compensation

Le montant total de la compensation individuelle pour l'occupation des terres en 2013 s'élevait à plus de 560 millions de FCFA (plus de 1,1 million \$) en espèce ou en nature. Plus de 16 milliards de FCFA (32 millions \$) en compensation individuelle pour l'occupation des terres ont été versés depuis le commencement du Projet. En règle générale, les engagements de compensation se sont stabilisés pendant des années à des niveaux nettement inférieurs à ceux de 2000 à 2003, lors de la phase de construction des installations centrales de traitement, du développement des champs pétroliers initiaux et du système de pipeline d'exportation.

COMPENSATION INDIVIDUELLE (millions de FCFA)

	2013	TOTAL À CE JOUR
TCHAD	547	10 271
CAMEROUN	16	5 751



Des rizières débloquent une nouvelle source de revenus pour Bero III

Une nouvelle rizière pour le village de Bero III à proximité de la zone des champs pétroliers est l'un des projets d'infrastructure qui a pu être réalisé en 2013 grâce au programme de compensation communautaire supplémentaire. En travaillant avec l'ONG, APROFODEL, EEPCI a employé son équipement lourd pour dégager et labourer le champ de 15 hectares. Les agriculteurs ont reçu du compost, des engrais, des pesticides et la formation requise pour les utiliser convenablement dans le cadre du programme d'agriculture améliorée.



« Nous sommes issus de familles d'agriculteurs – tout ce que nous savons, c'est cultiver la terre. Le riz nous aidera à gagner de l'argent, car les gens de l'extérieur viennent ici pour acheter du riz. Nous n'aurions pas pu faire cela à cette échelle – un hectare peut-être, mais sûrement pas 15 hectares. C'est donc du riz que nous ne devons pas manger. Nous allons le vendre pour acheter plus d'équipements et prendre de l'expansion. »

—Larebeye Yvonne, Membre du Comité de Direction

Programme de compensation communautaire supplémentaire

Ce programme vise à compenser les impacts de l'occupation des terres sur les communautés provenant des activités de production qui peuvent s'avérer plus difficiles à quantifier que les impacts sur les individus.

Après avoir reçu un puits d'eau et un moulin à grains lors de compensations antérieures, le village de Ndoheuri a récemment reçu une nouvelle salle de classe à titre de compensation supplémentaire.

La salle de classe a été terminée à temps pour servir à près de 150 élèves inscrits, âgés de 6 à 13 ans, pour l'année scolaire 2013-14. La structure permanente est assez solide pour fonctionner toute l'année, une nette amélioration par rapport

aux salles de classe traditionnelles en chaume qui étaient souvent détruites pendant les dures saisons des pluies, interrompant les études et qui coûtaient du temps et de l'argent à reconstruire.

Comme avec bien des projets de compensation communautaire, EEPCI a aidé le village à constituer et à former un comité de gestion pour garantir une gestion durable de la salle de classe.



« Notre canton a réalisé d'importants progrès au point de vue habitation, transport et mode de vie. Une grande partie de ces progrès ont commencé avec Esso, qui a été la bougie d'allumage pour faire bouger les choses. Plusieurs écoles ont été construites dans ce canton et elles constituent une base de développement continue. »

— Djasro Pierre, Chef, Miandoum



Fournir aux agriculteurs une formation axée sur les compétences

Outre les améliorations aux infrastructures, de nombreux villageois de Ndoheuri au Tchad reçoivent une formation axée sur les compétences dans un centre de formation à proximité. Les cours offerts font partie du programme de réinstallation du Projet, qui fournit une formation, des matériaux et de l'équipement pour les villageois affectés par les opérations de production. La formation dirigée par l'ONG, CEDIFOP, met l'accent sur chaque aspect de la personne, y compris les principes commerciaux de base, l'alphabétisme, les compétences de vie, la santé et les pratiques d'hygiène. Quatre personnes sont éligibles aux cours de ce centre [ci-dessus], qui ont lieu trois fois par semaine pendant cinq mois. Toutefois, 35 participants additionnels, surtout des femmes qui n'ont jamais eu l'occasion d'aller à l'école, assistent aux sessions comme auditeurs libres – un phénomène courant partout où cette formation est donnée. Actuellement, le Projet finance huit centres semblables qui ont fourni une formation à plus de 1 300 villageois résidant dans la Zone de développement des champs pétroliers.



« Cette formation est très importante. Maintenant que le cours de cette année est presque terminé, nous espérons déjà que nous pourrions encore avoir ce cours l'année prochaine. » — **Ndouba Daniel, Chef, Ndoheuri**



« Les gens ont entendu parler des cours d'alphabétisation et ont décidé de venir d'eux-mêmes. Comme le contenu s'applique à la vie quotidienne, il est très pertinent et c'est pourquoi nous avons autant de participants. Beaucoup d'étudiants, surtout des femmes ne sont pas allés à l'école et se sont rendus compte que ce cours leur donnait la possibilité de se rattraper sur le plan scolaire. » — **Dingamadji Rodrigue, Formateur surveillant, CEDIFOP**



« Au début du cours je ne savais ni lire ou écrire dans ma langue; donc le simple fait que je sois capable de lire et d'écrire le gambaye de base, langue vernaculaire locale fait une grande différence. Je n'ai pas eu la chance d'aller à l'école quand j'étais plus jeune, alors quand j'ai entendu parler de cette chance qui s'offrait, je ne pouvais pas la laisser passer et je l'ai donc saisie. Mais maintenant que ce [le programme] m'a donné accès à un enseignement, je suis avide d'apprendre encore davantage ! » — **Larebéye Rodé, auditeur libre**



Développement économique



Contribuer à la croissance économique du Tchad et du Cameroun

Le Projet continue d'avoir un effet positif sur les économies du Tchad et du Cameroun de plusieurs façons. Les redevances, les droits et les impôts payés aux gouvernements du Tchad et du Cameroun représentent une source de revenus importante pour les deux pays hôtes. Au Tchad, une grande partie de ces revenus est consacrée aux améliorations des infrastructures des secteurs clés à besoins élevés tels que l'éducation, les soins médicaux et le transport. Le Projet a employé pendant plus d'une décennie une main-d'œuvre de milliers de travailleurs tchadiens et camerounais, dont un grand nombre a reçu une formation professionnelle et technique en cours d'emploi. Par ailleurs, les autres contributeurs au développement économique du Tchad et du Cameroun sont:

- Le rôle que le Projet assume en contribuant à construire une industrie pétrolière au Tchad, qui a un énorme impact sur l'économie
- Les dépenses de plus de 1 500 milliards de FCFA effectuées jusqu'ici auprès des fournisseurs locaux
- Les milliards de FCFA que le Projet a engagé en vertu du rôle qu'il entend jouer dans le projet hydro-électrique de Lom Pangar au Cameroun
- Les milliards de FCFA dépensés jusqu'ici en compensations individuelles et communautaires et en investissements du Projet dans les communautés locales.

Emploi local

Étant parvenu à nationaliser à 100 % le personnel du système d'exportation à terre au Cameroun en 2012, le Projet continue d'essayer d'atteindre ses objectifs de nationalisation dans les deux pays, les employés tchadiens et camerounais occupant des fonctions de plus en plus importantes chez EEPCI, TOTCO et COTCO. Les emplois qualifiés incluent des postes d'opérateurs en salle de contrôle, de techniciens sur les champs pétroliers, de techniciens en construction, en mécanique, en électricité et en instrumentation, de surveillants du PGE ou de soudeurs. Des exemples de postes de qualification intermédiaire incluent des aides cuisiniers, des gardiens de sécurité et des assistants soudeurs.



MAIN-D'ŒUVRE DU PROJET À LA FIN 2013

7 365 nationaux tchadiens et camerounais employés par EEPCI, COTCO, TOTCO et leurs sous-traitants

90 % Pourcentage de la main-d'œuvre totale qui est camerounaise et tchadienne

80 % Pourcentage de Tchadiens et de Camerounais occupant des postes de cadre/supervision, des emplois intermédiaires, qualifiés

60 MILLIARDS DE FCFA versés en salaires aux employés tchadiens : 60 milliards de FCFA (122 millions \$)

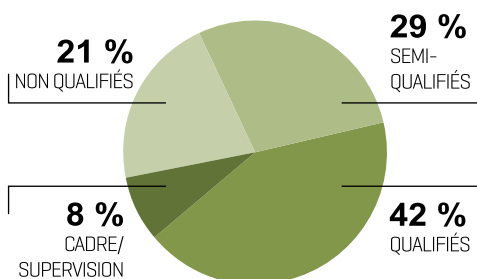
9,4 MILLIARDS DE FCFA versés en salaires aux employés camerounais : 9,4 milliards de FCFA (19 millions \$)

Contexte : Rapport sur l'emploi local

Le Projet établit des rapports sur les statistiques d'emplois au niveau local en fonction d'équivalents temps plein ou ETP. L'adoption de l'établissement du rapport en ETP permet de prendre en compte la grande diversité des quarts de travail et de rotation de la main-d'œuvre du Projet ainsi que les variations saisonnières dans les types d'emplois rencontrés dans le cadre du Projet.

- Un grand nombre de salariés du Projet ont des horaires de rotation, travaillant par exemple en tandem avec un autre salarié qui « prend la relève ». Les salariés en rotation travaillent généralement pendant 28 jours d'affilée, puis sont en congés pendant 28 jours ou une tendance similaire, mais lorsqu'ils sont de service ils travaillent sept jours par semaine, 12 heures par jour.
- D'autres salariés, qui ont un emploi jour-jour, font des quarts de travail du lundi au vendredi pendant des journées plus courtes, mais sont de service pendant la plus grande partie de l'année sans période d'arrêt par rotation.
- Une autre catégorie de salariés comprend les personnes souvent embauchées dans les villages à proximité des installations du Projet, qui ont des contrats temporaires et ne travaillent que quelques jours par semaines dans le cadre de projets spéciaux tels que la maintenance de l'emprise du pipeline.

NIVEAU DE QUALIFICATION DES EMPLOYÉS LOCAUX



Une nouvelle convention collective a été négociée avec succès au Tchad

Au Tchad, la convention collective d'entreprise [CCE] entre EEPCI et ses employés a été renégociée avec succès en 2013. L'accord, qui sera en vigueur pendant les quatre prochaines années, comprend des incitations basées sur les performances, une indemnité de retraite améliorée, un régime d'assurance-maladie simplifiée et la résolution des questions de rémunération en suspens.



« C'était des négociations de haut niveau, respectueuses et professionnelles, et la direction a pris très au sérieux nos préoccupations. Nous les employés sentons que cette compagnie nous respecte et nous valorise. Ceci devrait servir de modèle pour des négociations syndicales-patronales de conventions collectives, car nous nous sommes tous fait mutuellement confiance pour de travailler de bonne foi. » — **Masra Tamadoum, Représentant des employés**

Aperçu des employés

Bob de Nguendeng a été promu en 2011 au poste de Directeur de Contrôle et des procédures au siège d'EEPCI à N'Djamena. Le Service est responsable des politiques internes régissant les activités telles que les transactions financières, la formation des employés et la préparation aux imprévus et aux situations d'urgence. Comme beaucoup d'employés ayant de l'ancienneté, Bob est un employé d'EEPCI depuis plus d'une décennie: il a servi à différents postes au sein de l'organisation, il a reçu une formation professionnelle à l'échelle mondiale et a bénéficié de la politique de mentorat du Projet. Outre ses bureaux de N'Djamena, le service est également des bureaux au siège de COTCO à Douala au Cameroun.



«Après la sécurité, les contrôles sont la priorité absolue du Projet. Le fonctionnement de notre entreprise est complexe. Pour réussir, nous devons comprendre tous les aspects de l'entreprise. Au commencement, le Projet a fait venir des expatriés qui comprenaient déjà l'entreprise au niveau mondial et les ont jumelé avec des candidats nationaux prometteurs. »
— **Bob de Nguendeng, Directeur de Contrôle et des procédures**

Une ONG locale florissante grâce au soutien du Projet

L'ONG locale, APROFODEL, a aidé le Projet dans le cadre de ses activités socio-économiques dans la zone de développement des champs pétroliers depuis sa création en 2009. Avec EEPCI comme son premier et plus grand partenaire, l'organisation a été en mesure d'élargir sa clientèle et la portée de ses travaux et travaille actuellement sur un projet de développement avec l'Union Européenne.



« Sans Esso, il aurait été impossible de parvenir où nous en sommes. Quand nous avons commencé, nous n'avions qu'un seul client; nous avons maintenant des équipes qui s'occupent des différents clients de sorte que nous n'avons jamais de conflit de ressources. »— **Djelassem Ngon-Dingamian, Fondateur/Président, APROFODEL**

Débouchés économiques locaux

Depuis que le Projet a commencé, le montant total de ses achats effectués auprès des fournisseurs locaux a dépassé 1 600 milliards de FCFA (3,3 milliards \$). Ces achats reflètent l'engagement du Projet visant à soutenir les entreprises locales. En outre, COTCO a presque finalisé son investissement de plusieurs millions de dollars dans le projet hydro-électrique de Lom Pangar – un élément primordial des efforts de développement économique actuels du Cameroun.

DÉPENSES AUPRÈS DES ENTREPRISES LOCALES



Tchad



Cameroun

2013

63 milliards de FCFA
[128 millions \$]

2013

24 milliards de FCFA
[49 millions \$]

Total des dépenses

1 000 milliards de FCFA
[2,1 milliards \$]

Total des dépenses

565 milliards de FCFA
[1,1 milliard \$]

250 entreprises

De nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) camerounaises engagées contractuellement par COTCO en 2013

Lom Pangar : Soutenir une infrastructure d'envergure pour une croissance à long terme au Cameroun

À la fin de 2013, une équipe de plus de 200 employés de COTCO et de ses contractants étaient en phase de finalisation des modifications sur deux tronçons du pipeline pétrolier adaptées à l'un des plus grands efforts de développement économique du Cameroun à ce jour: le projet hydro-électrique de Lom Pangar. Ce projet du Gouvernement camerounais implique la construction d'un barrage hydro-électrique à la confluence des fleuves Lom et Pangar dans

l'est du Cameroun, en créant un réservoir de 590 kilomètres carrés dans une région traversée par le pipeline.

Travaillant en étroite collaboration avec le gouvernement, COTCO investit des dizaines de millions de dollars pour construire deux nouveaux tronçons de 13 kilomètres de pipeline, dont des parties seront submergées par le réservoir nouvellement créé. Les travaux sont réalisés dans une région à accès restreint, adjacente au Parc national protégé de Deng Deng. Dans ce contexte, les membres de l'équipe de COTCO s'emploieront à minimiser toute trace de leur passage après avoir fini.



Le barrage de Lom Pangar devrait quintupler, voire décupler la capacité de production électrique du Cameroun au cours des 20 prochaines années et soutenir la croissance industrielle florissante du pays. Une nouvelle centrale sera également construite pour fournir de l'électricité dans l'Est du Cameroun.

Revenus du pays hôte

Les revenus pétroliers du Tchad proviennent des redevances sur les ventes de pétrole, de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, des revenus relatifs à la participation dans les pipelines et d'autres permis, droits et impôts. À la fin de 2013, le Projet a généré plus 11,6 milliards \$ de revenus pour le Tchad, dépassant largement les attentes initiales.

Le Collège de Contrôle et de Surveillance des Ressources pétrolières, un comité de surveillance du Gouvernement tchadien, contrôle avec soin l'affectation des revenus pétroliers. Des centaines de développements d'infrastructures majeurs ont été réalisés dans le cadre de l'engagement du pays d'investir les revenus pétroliers dans son avenir.

Un investissement de ce genre est celui de 10,2 milliards de FCFA pour le nouveau pont de 370 mètres de long à Moundou, qui a remplacé le pont en détérioration, à une seule voie construit en 1960. Moundou, la deuxième plus grande ville du Tchad, n'est accessible par le sud que par ce pont qui franchit le fleuve Logone. Le pont existant sert aux piétons à la circulation du bétail et de tous les véhicules, souvent simultanément. La circulation était souvent paralysée pendant des heures pendant l'heure de pointe ou quand un véhicule tombait en panne, et les automobilistes étaient souvent laissés à eux-mêmes pour déterminer la priorité de passage.

Construit par une main-d'œuvre tchadienne de 250 employés, le nouveau Pont du Moundou à plusieurs voies augmente la capacité, en débloquent ce centre important de commerce et de transport pour une activité économique accrue.

REVENUS PÉTROLIERS DU TCHAD

(millions de dollars¹)

	2013	TOTAL À CE JOUR
Redevances sur les ventes de brut ²	0	2 708
Redevances en nature - Tchad (Millions de Barils) ²	3,72	6,79
Redevances en nature ²	365	637
Revenus relatifs à la participation dans les pipelines	5	84
Impôt sur les bénéfices des sociétés ³	1 000	7 643
Charges permis droits etc. ⁴	49	549
Redevance préalable	0	39
TOTAL DU PROJET	1 419	11 660

1. Arrondi au nombre entier le plus proche. 2. Historiquement, celles-ci comprennent les paiements de redevances en espèces versés par tous les membres du Consortium. Toutefois, le Gouvernement du Tchad a informé Esso de sa volonté de percevoir une redevance en nature le 22 décembre 2009. La redevance en espèces a pris fin le 1^{er} mai 2012, et le premier enlèvement pour le Gouvernement tchadien a eu lieu le 11 juillet 2012. En conséquence, à compter du 1^{er} mai 2012, les revenus du Gouvernement tchadien ne sont plus pris en compte dans les « Redevances sur les ventes de brut ». Le revenu du gouvernement provenant des redevances en nature est estimé en fonction du prix du pétrole en vigueur à la date de la vente. 3. Montants de l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui incluent les paiements effectués par le Consortium et TOTCO. 4. Les montants totaux versés à ce jour par le Projet ont été ajustés pour exclure les montants précédemment inclus correspondant aux services fournis par des entités gouvernementales, telles que les sociétés de fourniture d'électricité et d'eau, les hôpitaux et les services de télécommunication.

REVENUS PÉTROLIERS DU CAMEROUN

(millions de dollars¹)

	2013	TOTAL À CE JOUR
Frais de transit	17	203
Impôt sur les revenus	8	50
Droits de douane et autres taxes	9	42
Revenus relatifs à la participation dans les pipelines	7	115
TOTAL DU PROJET	41	410

1. Arrondi au nombre le plus proche.



	2013	TOTAL À CE JOUR
PRODUCTION ET OPÉRATIONS		
Dépenses de soutien à la production (milliards de FCFA)	350	1 980
Dépenses de soutien à la production (millions de \$)	665	4 000
Volume net des exportations du terminal maritime (millions de barils)	30,3	484,3
Nombre de navires pétroliers	33	534
Nombre total moyen de barils de pétrole produits par jour (bpj)	81 570	s.o.
Nombre de barils de pétrole par jour découlant du soutien à la production (bpj)	59 890	s.o.
Nombre de baril de pétrole par jour sans soutien à la production (bpj)	21 680	s.o.
Nombre de nouveaux puits de pétrole ajoutés en cours d'année	42	s.o.
Nombre total de puits de pétrole actuellement en service	660	s.o.
Nombre de procédures de reconditionnement et d'amélioration	720	s.o.
LA SÉCURITÉ¹		
Total du taux d'incidents rapportables ² (TRIR)	0,10	0,33
Taux d'incident avec arrêt de travail ² (LTIR)	0	0,02
Accidents mortels (nombre de)	0	6
Incidents avec arrêt de travail (nombre de)	0	31
Incidents avec travaux allégés (nombre de)	1	147
Cas avec traitement médical requis (nombre de)	7	323
Cas de premiers soins (nombre de)	28	2 921
Heures de travail (milliers)	16 566	307 611
Accidents de la route ³	17	959
COMPENSATION		
Compensation individuelle - Tchad (millions de FCFA)	547	10 271
Compensation individuelle - Tchad (millions de \$)	1	21
Compensation individuelle - Cameroun (millions de FCFA)	16	5 751
Compensation individuelle - Cameroun (millions de \$)	0	12
DÉBOUCHÉS ÉCONOMIQUES LOCAUX¹		
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Tchad (milliards de FCFA)	63,00	1 048,10
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Tchad (millions de \$)	128,10	2 131,96
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Cameroun (milliards de FCFA)	24,40	565,61
Dépenses effectuées auprès des fournisseurs locaux - Cameroun (millions de \$)	49,00	1 150,52
DÉBOUCHÉS ÉCONOMIQUES LOCAUX¹		
Redevances sur les ventes de brut - Tchad (millions de \$) ²	0	2 708
Redevance en nature - Tchad (millions de \$) ²	3,72	6,79
Redevance en nature - Tchad (millions de \$) ²	365	637
Revenus relatifs à la participation dans les pipelines - Tchad (millions de \$)	5	84
Impôt sur les bénéfices des sociétés - Tchad (millions de \$) ³	1 000	7 643
Charges, permis, droits, etc. - Tchad (millions de \$) ⁴	49	549
Total des revenus du Tchad - Tchad (millions de \$)	1 419	11 660
Frais de transit - Cameroun (y compris le paiement des nouveaux expéditeurs) (millions de \$)	17	203
Impôt sur le revenu - Cameroun (millions de \$)	8	50
Droits de douane et autres taxes - Cameroun (millions de \$)	9	42
Revenus relatifs à la participation dans les pipelines - Cameroun (millions de \$)	7	115
Total des revenus du Cameroun (millions de \$)	41	410

¹ Arrondi au nombre entier le plus proche. ² Historiquement, celles-ci comprennent les paiements de redevances en espèces versés par tous les membres du Consortium. Toutefois, le Gouvernement du Tchad a informé Esso de sa volonté de percevoir une redevance en nature le 22 décembre 2009. La redevance en espèces a pris fin le 1^{er} mai 2012, et le premier enlèvement pour le Gouvernement tchadien a eu lieu le 11 juillet 2012. En conséquence, à compter du 1^{er} mai 2012, les revenus du Gouvernement tchadien ne sont plus pris en compte dans les « Redevances sur les ventes de brut ». Les redevances en nature sont estimées sur une base annuelle. ³ Le montant de l'impôt sur les bénéfices des sociétés inclut les paiements effectués par les membres du Consortium et TOTCO. Les montants totaux versés à ce jour par le Projet ont été ajustés pour exclure les montants précédemment inclus correspondants aux services fournis par des entités gouvernementales, telles que les sociétés de fourniture d'électricité et d'eau, les hôpitaux et les services de télécommunication.

2013

VUE D'ENSEMBLE DE L'OCCUPATION DES TERRES

Superficie totale actuelle de l'occupation des terres par le Projet (hectares)	2 003
Total des terres restituées - Total à ce jour (hectares)	2 371
Terre d'occupation temporaire actuelle (hectares)	414
Permanent Facility Land (Hectares)	1 589
Nombre total d'utilisateurs individuels de terre compensés par le Projet - Total à ce jour	15 016
Quantité totale de terres prises par le Projet (hectares)	7 454
Nombre de villages (contenant des utilisateurs de terre compensés par le Projet)	480
Nombre total d'utilisateurs individuels de terre dédommagés par le Projet dans l'OFDA - Total à ce jour	7 447
Quantité totale de terres prises par le Projet dans l'OFDA (hectares)	4 374

EMPLOI LOCAL¹

Salaires payés aux employés tchadiens (milliards de FCFA)	60,0
Salaires payés aux employés tchadiens (millions de \$)	121,90
Salaires payés aux employés camerounais (milliards de FCFA)	9,4
Salaires payés aux employés camerounais (millions de \$)	18,90
Main-d'œuvre du Projet - Tchad (Nationaux) ²	4 886
Main-d'œuvre du Projet - Tchad (Expatriés) ²	856
Main-d'œuvre du Projet - Cameroun (Nationaux) ²	1 576
Main-d'œuvre du Projet - Cameroun (Expatriés) ²	47
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - non qualifiés (%)	0,21
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - semi-qualifiés (%)	0,29
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - qualifiés (%)	0,42
Niveau de qualification des employés locaux dans les deux pays - cadre/supervision (%)	0,08

¹ Les estimations des salaires et de la main-d'œuvre du Projet sont basées sur les dernières informations disponibles et pourraient faire l'objet d'un ajustement dans de futurs rapports. ² Mesurées en équivalents temps plein ou ETP. Pour de plus amples informations sur les rapports sur les statistiques d'emplois utilisant les ETP, voir la section contexte à la fin de la section Emploi local.

SURVEILLANCE ET GESTION ENVIRONNEMENTALE

Nombre de situations de non-conformité	3
Nombre de déversements	1
Ordures ménagères incinérées sur place on Site (tonnes)	2 674
Déchets solides inoffensifs enterrés (décharge) (tonnes)	853
Déchets non dangereux recyclés aux communautés locales (tonnes)	1 301
Déchets non dangereux envoyés à des installations indépendantes autorisées pour recyclage ou élimination (tonnes)	2 000
Déchets dangereux accumulés (tonnes)	1 958

SANTÉ

Taux d'infection du paludisme - Tchad et Cameroun (par 200 000 heures travaillées)	1,23
Nombre de consultations dans les cliniques du Projet - Tchad	18 538
Nombre de consultations dans les cliniques du Projet - Cameroun	2 502
MST - Tchad ¹	189
MST - Cameroun ¹	16
Événements SSS (sauf paludisme et MST) - Tchad ²	508
Événements SSS (sauf paludisme et MST) - Cameroun ²	0
Hospitalisations/Observations - Tchad ³	31
Hospitalisations/Observations - Cameroun	14
Medevacs - Tchad	11
Medevacs - Cameroun	1

¹ MST: Maladies sexuellement transmissibles. ² SSS: Service d'avertissement anticipé pour identifier les changements dans les taux de maladies. Certaines maladies couvertes par le système SSS comprennent les maladies gastro-intestinales et les maladies respiratoires. Le SSS met l'accent sur d'autres maladies à part les deux qui ont été prioritairement ciblées: le paludisme et les maladies sexuellement transmissibles. Les tendances relevées dans le taux des maladies peuvent aider les spécialistes de la santé du Projet à déceler un problème sanitaire avant que celui-ci n'atteigne un niveau épidémique. ³ Les données sur les hospitalisations au Tchad proviennent uniquement des dispensaires de Komé 5 et de la base de Komé. Les données du dispensaire de N'Djamena ne sont pas incluses.

CONSULTATION & COMMUNICATION

Réunions de consultation au Tchad	273
Présences au Tchad	13 970
Réunions de consultation au Cameroun	908
Présences au Cameroun	9 517



EEPCI

Esso Exploration and Production Chad Inc.
1206, Rue de Bordeaux,
BP 694
N'Djamena, Tchad



Cameroon Oil Transportation Company
164, rue Toyota (Bonapriso)
BP 3738
Douala, Cameroun



Tchad Oil Transportation Company
Rue d' Abéché 3223
BP 6321
N'Djamena, Tchad

essochad.com

